

Organiser l'hétérogénéité : migrations, changements démographiques et conséquences culturelles¹

Blair A. Ruble

Blair A. Ruble est actuellement directeur de l'Institut Kennan du Centre Woodrow Wilson à Washington, D.C., où il est aussi directeur de Programme pour les Études urbaines comparées. Il a obtenu une licence avec mention en Sciences politiques à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill (1971), puis une maîtrise et un doctorat de 3^e cycle en Sciences politiques à l'Université de Toronto (1973, 1977).

En tant que natif de New York, il avait travaillé au préalable au Conseil de la Recherche en Sciences sociales de cette ville (1985-1989) ainsi qu'au Conseil national pour la Recherche sur l'Union soviétique et les Pays de l'Europe de l'Est (1982-1985).

Il a édité une douzaine d'ouvrages, et il est l'auteur de cinq études monographiques. Ses travaux importants comprennent une trilogie qui traite du sort des villes provinciales russes au cours du XX^e siècle : *Leningrad. Shaping a Soviet City* (1990) ; *Money Sings! The Changing Politics of Urban Space in Post-Soviet Yaroslavl* (1995) ; et *Second Metropolis: Pragmatic Pluralism in Gilded Age Chicago, Silver Age Moscow, and Meiji Osaka* (2001). Son étude monographique la plus récente –*Creating Diversity Capital* (2005)– traite des changements dans des villes telles que Montréal, Washington, D.C. et Kiev provoqués par la récente arrivée d'un grand nombre de communautés transnationales.

¹ L'auteur voudrait remercier Marjorie Mandelstam Balzer, Lisa Hanley, Galina Levina, Boris Koptin, Renata Kosc-Harmaty, Liz Malinkin et Mejgan Massoumi pour leur assistance quant à la préparation de ce chapitre.

Organiser l'hétérogénéité : migrations, changements démographiques et conséquences culturelles

Une curieuse histoire a été rapportée par la presse de Montréal il y a de cela deux hivers². Dans les profondeurs d'un rude mois de février typique du Québec, des parents philippins et hispaniques se rendaient à pied avec leurs enfants malades par des rues complètement enneigées jusqu'à un petit ensemble d'immeubles d'appartements situé en bordure du Saint-Laurent. Les mères et les pères désespérés venaient y prier devant un portrait de la Vierge Marie ressemblant à une icône, afin qu'elle veuille bien guérir leurs enfants malades. Abderezak Mehdi, le propriétaire musulman de cet immeuble de logements à bon marché, avait ramassé cette image de la Vierge dans les débris. Selon Mehdi et un prêtre catholique melkite grec, Michel Saydé, la Vierge versait des larmes d'une huile qui pouvait soigner les souffrances et les tourments. Michel Parent, chancelier de l'archidiocèse catholique romain de Montréal, avec un certain scepticisme, notait cependant que « bien qu'il soit vrai que rien n'est impossible pour Dieu, ce n'est pas, historiquement, la manière dont le Très-Haut agit ».

Cette courte scène de guérison s'est déroulée dans un morne voisinage construit à l'époque où la ville de Montréal était rigoureusement divisée entre ceux que l'on appelait les francophones et les anglophones du Québec du milieu du XX^e siècle. Depuis les trois dernières décennies, plus ou moins, ces anciennes frontières linguistiques ont cependant

été submergées par un nouveau mélange de cultures et de religions se chevauchant qui caractérise si bien la vie à Montréal à l'aube du XXI^e siècle. Des Philippins, des Hispaniques de divers coins du globe, des prêtres catholiques melkites et des catholiques romains ratissent aujourd'hui le Saint-Laurent à la recherche d'une icône chrétienne miraculeuse découverte par un pieux musulman.

La métropole du Canada français n'est guère unique. Des migrants de toute sorte – immigrants, émigrants, réfugiés, personnes déplacées, travailleurs étrangers – ont aujourd'hui une présence significative dans les communautés urbaines du monde entier. Selon la Division de la Population des Nations unies, environ 200 millions de personnes – soit 3 % de la population mondiale – vivent hors de leur pays de naissance³. Mais ces projections pourraient fort bien sous-estimer ceux qui vivent dans un nouveau pays sans disposer d'une documentation complète, et elles ne réussissent pas à capter les migrants se déplaçant à l'intérieur des frontières de n'importe quel État. La population mondiale est en constant déplacement, et aucune société au monde n'est à l'abri de ces mouvements.

La diversité en mouvement

Les gens ne se contentent pas de bouger, ils se réinstallent dans un endroit ou dans un autre. Dans un monde où, pour la première

² Cette histoire a été rendue publique à l'origine dans l'article d'Ann Carroll, « Faithful Flock to See Virgin Mary's Tears of Oil », de la *Montreal Gazette* (28 février 2004). Ce compte rendu a paru au préalable dans l'ouvrage de Blair A. Ruble, *Creating Diversity Capital. Transnational Migrants in Montreal, Washington, and Kyiv* (Washington, D. C. / Baltimore, Maryland, Woodrow Wilson Center and Johns Hopkins University Presses, 2005), p. 43 - 44 ; et dans Blair A. Ruble, « Mélange Cities », *The Wilson Quarterly*, vol. 30, n° 3 (2006), p. 56 - 59.

³ Jason DeParle, « In a World on the Move, a Tiny Land Strains to Cope », *The New York Times* (24 juin 2007).

fois, la plupart des êtres humains vivent dans les villes, les migrants créent de plus en plus leur foyer dans les quartiers urbains d'un type ou d'un autre. Les nouveaux venus – qu'ils viennent de l'étranger, d'une autre ville ou de la campagne – rompent les systèmes de domination économique et politique instaurés de longue date. Leur présence même force les communautés qui les accueillent à se confronter pour une fois à des aspects jamais résolus dont on assumait souvent jusqu'alors qu'ils l'avaient été dans un lointain passé.

Les processus par lesquels les communautés de migrants s'intègrent dans une région urbaine concrète varient d'une ville à l'autre. L'histoire du lieu, les identités communautaires de même que les politiques publiques ont toutes un impact sur ce processus. En plus de se confronter à des barrières linguistiques, à la discrimination raciale, à des cultures inconnues, et à des marchés du travail hostiles qui font de l'intégration un important défi, les migrants doivent faire face à la recherche d'un équilibre approprié entre la conservation de leur intégrité culturelle et ethnique et l'accès simultané aux opportunités sociales, politiques et économiques de leur nouvelle ville. La nécessité de répondre aux thèmes concernant le processus et l'intégration prend de l'importance à mesure que les forces de la mondialisation amplifient les disparités en termes de revenus dans les zones urbaines, à mesure que les possibilités d'emploi, d'éducation et de services de base se resserrent. Comment les communautés urbaines et les migrants s'ajustent-ils en s'accommodant aux nouvelles réalités de ces migrations transnationales massives de ce siècle ?

Pour survivre à une époque qui voit un tel flux d'individus, à la fois rapide et mondial, comme celui de ce début du XXI^e siècle, les communautés urbaines doivent accepter la

différence et, en même temps, identifier des points de référence partagés. Les légendes locales, les mémoires et les histoires doivent aller au-delà des compréhensions exclusives de la société pour accepter un pluralisme inclusif. En d'autres termes, l'identité civique doit embrasser une variété de groupes et d'individus urbains. Même si elles ont été divisées dans le passé, les villes doivent créer un sens partagé de la responsabilité pour un avenir commun. Les communautés urbaines doivent étendre leurs répertoires de réponses à la diversité afin d'accueillir de nouveaux arrivages même si les migrants doivent, quant à eux, s'adapter à leur nouvel environnement. Les stratégies locales pour la promotion du « capital diversité » doivent viser à maximiser les avantages et à minimiser les ruptures des forces mondiales qui promeuvent les migrations dans chaque région de la planète⁴.

Le fait d'étendre le stock de capital de diversité d'une communauté dépend d'une stratégie holistique pour répondre simultanément à de multiples besoins humains. Les autorités municipales doivent reconfigurer la vie locale afin de promouvoir le logement de la diversité et de reconnaître le « droit de la ville » inhérent à tout résident⁵. Elles doivent fournir des lieux de réunion protégés dans lesquels des personnes différentes vont et viennent, et interagissent les unes avec les autres sans en arriver à la confrontation ni entrer en conflit. Les résidents de la communauté doivent apprendre à utiliser l'espace – aussi bien littéral que figuratif – en employant de nouvelles formes. Les écoles doivent éduquer les élèves à accepter la diversité comme faisant partie intégrante du monde qui les entoure. La vision de la diversité doit être modifiée : elle doit cesser d'être vue comme une menace pour le bien-être de la communauté et être reconnue comme une opportunité pour le succès économique.

⁴ Pour davantage d'information sur le concept de « capital de la diversité », voir Blair A. Ruble, *Creating Diversity Capital. Transnational Migrants in Montreal, Washington, and Kyiv*.

⁵ Pour davantage d'information sur le concept de « droit de la ville », voir Don Mitchell, *The Right to the City. Social Justice and the Fight for Public Space* (New York, The Guilford Press, 2003).

Ces changements de la manière de vivre la vie ne sont pas faciles à assurer. Les villes, un peu partout, sont le cadre de tentatives avortées pour atteindre l'un quelconque de ces buts : échecs qui, trop souvent, sont aggravés par des explosions de violence commune. Les succès même partiels et temporaires de réception de la diversité créée par des migrants nouvellement arrivés – aussi bien nationaux que transnationaux – doivent demeurer au centre de tous les efforts pour reconsidérer la manière d'organiser l'hétérogénéité. Les études de cas qui suivent suggèrent quelques voies possibles pour l'accueil de la différence.

Reformer l'espace, apprendre de Quito

Reconfigurer l'espace public de manière à encourager diverses communautés au sein d'une ville à partager une expérience collective mutuelle présente un difficile challenge pour les leaders municipaux à un moment où ceux qui ont les moyens économiques suffisants cherchent à se séparer eux-mêmes de la société dans son ensemble. Des récompenses politiques et économiques favorisent les efforts qui sont faits pour privatiser l'espace en offrant des privilèges aux projets commerciaux, ou en construisant des murs et des portes autour des « ghettos de gens aisés ». Le paysage fragmenté qui en résulte accentue la différence plutôt qu'il ne promeut le sens d'un destin partagé. Il en est ainsi tout particulièrement dans les villes luttant pour prendre en considération la migration venant d'un arrière-pays rural appauvri tout en établissant simultanément des liens avec une économie capitaliste mondialisée⁶. Comme on pouvait s'y attendre, rares sont les villes

qui ont tenté de revigorer leur centre pour attirer les capitaux internationaux tout en augmentant la présence et la participation de leurs résidents les plus appauvris. Quito, en Équateur, constitue un remarquable contre-exemple de la poursuite globale explicite de l'exclusion sociale.

Comme partout ailleurs en Amérique latine, la ville de Quito est divisée en diverses zones spatiales, avec des implantations de squatters pauvres dans les zones périurbaines et dans les banlieues. Un centre-ville historique détérioré datant des époques coloniale et précolombienne, alors que les zones de la moyenne bourgeoisie et des classes aisées entre les deux sont séparées du reste de la ville par une myriade de barrières physiques, psychologiques et symboliques⁷. Ces divisions ont une longue histoire. Les colonisateurs espagnols transformèrent la ville – qui avait émergé comme le centre le plus important au sein de l'Empire inca septentrional à la fin du XV^e siècle – en un centre colonial essentiel conçu conformément aux lois des Indes de 1523, inspirées de la Grèce antique. Une explosion d'industrialisation post-coloniale entraîna ensuite la dramatique expansion de la ville au tournant du XX^e siècle, à laquelle le développement moderne orienté vers l'automobile a ajouté des centres commerciaux alternatifs ainsi que des quartiers résidentiels destinés aux riches de la fin du siècle⁸.

Dans les années 1990, le centre historique de Quito est demeuré le point de mire de la vie politique et religieuse locale, alors qu'un nouveau centre commercial émergeait au nord de la ville comme lieu d'implantation des principales entreprises internationales.

⁶ Susan Chrisopherson, « The Fortress City: Privatized Spaces, Consumer Citizenship » dans Ash Amin, éditeur, *Post-Fordism: A Reader* (Oxford : Blackwell Publishing, 1994), p. 409 - 427.

⁷ Pour davantage d'information sur le développement de Quito, voir Fernando Carrión et Lisa M. Hanley, *Urban Regeneration and Revitalization in the Americas: Toward a Stable State* (Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2007).

⁸ Lisa M. Hanley et Meg Ruthenburg, « The Symbolic Consequences of Urban Revitalization: The Case of Quito, Ecuador », dans *ibid.*, p. 177 - 202.

Les migrants fuyant la pauvreté rurale ont ainsi été dirigés vers les places et les monuments de la ville coloniale alors que les plus vieux quartiers de Quito devenaient le lieu d'une économie informelle grouillante dominée par les vendeurs ambulants. Les dirigeants de la municipalité ont donc commencé à rechercher et à trouver des manières d'attirer le tourisme international et la bourgeoisie locale à revenir dans un centre urbain qui véhiculait les symboles d'un passé autrefois partagé.

Le désir d'accroître la valeur symbolique d'un quartier historique chic n'était pas particulièrement inhabituel pour un continent dans lequel les élites locales avaient depuis longtemps essayé d'intégrer la préservation du patrimoine dans les plans de développement économique⁹. Typiquement, ces plans cherchaient à déplacer les résidents indigènes pauvres et non-pittoresques au travers de diverses formes de contrôle social et de coercition afin d'augmenter le niveau de confort des visiteurs de la classe moyenne¹⁰. Les élites de Quito se sont déplacées dans la direction opposée. Elles ont utilisé des discussions sur l'avenir du noyau historique pour créer des symboles civiques partagés par tous les résidents de la capitale, ainsi que pour augmenter la participation citoyenne au sein des communautés préalablement déplacées¹¹.

Au commencement du XXI^e siècle, les dirigeants politiques de Quito ont adopté une vision stratégique pour leur ville fondée sur la « récupération » du centre-ville. Le but était d'étendre la participation citoyenne aux affaires municipales au travers de discussions

sur la manière de revitaliser les centres historiques. Un ensemble divers d'habitants ont ainsi fait connaître leurs très différents points de vue à propos de ce que pourrait signifier la préservation historique. Par exemple, des réponses disparates ont émergé concernant l'équilibre approprié entre la préservation des indigènes de la ville et de son patrimoine colonial. Des responsables locaux ont essayé de maximiser la participation ainsi que la transparence comme voie permettant le rapprochement des secteurs public et privé dans une stratégie de développement partagée. Ces leaders ont exploité les transports, la sécurité publique ainsi que les politiques environnementales pour promouvoir la création d'emplois stables de même que pour donner une expression aux intérêts collectifs¹². Les vendeurs ambulants, eux-mêmes, ont été entraînés dans de longues négociations qui se sont conclues par leur rapprochement de marchés et de boutiques plus formalisés¹³. Les efforts de la ville de Quito n'ont cependant pas été complètement couronnés de succès. Malgré cela, la délinquance a baissé dans le centre historique, le tourisme a augmenté et les vendeurs ambulants ont été incorporés dans une économie commerciale prospère. Les images symboliques du centre et les espaces publics ont commencé à donner un sens au fait de vivre dans la capitale qui est partagé par des dizaines de milliers d'habitants n'ayant pratiquement rien d'autre en commun. Néanmoins, les barrières pour pénétrer dans l'économie formelle demeurent élevées, forçant souvent les plus pauvres des résidents à aller au-delà de la périphérie de la ville physique et des marges de la société. La société de Quito demeure fragmen-

⁹ Fernando Carrión M., « The Historic Center as an Object of Desire », dans *ibid.*, p. 19 - 65 ; Eduardo Kingman Garcés et Ana Maria Goetschel, « Patrimony as a Disciplinary Device and the Banalization of Memory: An Historic Reading from the Andes », dans *ibid.*, p. 67 - 78 ; et Silvia Fajre, « Cultural Heritage and Urban Identity: Shared Management for Economic Development », dans *ibid.*, p. 143 - 150.

¹⁰ Comme cela a été le cas dans la plus importante ville de l'Équateur, Guayaquil, au cours de ces quinze dernières années. Voir X. Andrade, « 'More City', Less Citizenship: Urban Renovation and the Annihilation of Public Space », dans *ibid.*, p. 107 - 141.

¹¹ Diego Carrión Mena, « Quito: The Challenges of a New Age », dans *ibid.*, p. 151 - 156.

¹² *Ibid.*

¹³ Lisa M. Hanley et Meg Ruthenburg, « The Symbolic Consequences of Urban Revitalization: The Case of Quito, Ecuador », dans *ibid.*, p. 214 - 215.

tée par les classes sociales, l'ethnicité, la langue, la race et la région d'origine : l'identité même de Quito demeure hautement contestée¹⁴. L'expérience de la ville démontre aussi bien les possibilités que les limites imposées à la promotion de l'espace public inclusif en l'absence de changements structurels plus profonds au sein de la société.

Enseigner la diversité, apprendre de Saint-Pétersbourg

Une fragmentation sociale urbaine d'un type différent a pris place dans la deuxième plus grande ville russe, Saint-Pétersbourg, au cours de ces quinze dernières années. Le traumatisme qui a accompagné l'effondrement de l'Union soviétique a accéléré un déclin général de la santé et de l'importance de la population de la ville. Au cours du début des années 1990, l'espérance de vie des hommes de même que le taux de naissance ont chuté dans la ville à un rythme plus rapide que partout ailleurs dans les quatre-vingt neuf autres régions du pays, à l'exception d'une poignée d'entre elles¹⁵. Les maladies de cœur sévissant, de même que les accidents et le cancer, ont continué à réduire tragiquement la durée de vie moyenne des hommes russes depuis lors. Après avoir atteint 65 ans en 1987, l'espérance de vie des hommes en Union soviétique et, en conséquence, en Russie est

tombée à moins de 59 ans en 2003¹⁶. Ce schéma de mortalité élevée des hommes a été en plus accentué au sein de la ville de Saint-Pétersbourg¹⁷. De surcroît, comme partout ailleurs dans le pays, les taux de naissance et de fertilité ont chuté simultanément¹⁸.

L'impact combiné de ces tendances dans la population de la ville a été dévastateur. Depuis la naissance du 5 000 000^e résident de la ville en février 1988 jusqu'au recensement officiel du 9 octobre 2002, la population de la ville de Saint-Pétersbourg a dégringolé de presque 350 000 résidents jusqu'à 4 661 219¹⁹. En 2007, la population de la ville était tombée à 4 596 000, ce qui fait quand même de Saint-Pétersbourg la quatrième plus grande ville en Europe après Londres, Moscou et Paris²⁰.

C'est dans cette image de déclin généralisé que se produit l'arrivée de milliers de nouveaux Pétersbourgeois – venant souvent d'au-delà des frontières de la Fédération russe – qui s'installent dans la ville pour répondre à l'offre de travail des chefs d'entreprise locaux. L'économie de la ville est entrée, en effet, dans une période de croissance explosive autour de 1999, entraînée en cela par un port en expansion conjointement à des chantiers navals et des industries automobiles reprenant rapidement leurs activités²¹. Suite à ces différentes tendances, ce qui avait

¹⁴*Ibid.*, p. 198 - 199.

¹⁵Peder Walberg, Martin McKee, Vladimir Shkolnikov, Laurent Chenet et David A. Leon, « Economic Change, Crime, and Mortality Crisis in Russia: Regional Analysis » dans *British Medical Journal*, v. 317 (7154), 1^{er} août 1998.

¹⁶Irina Titova, « Russian Life Expectancy on Downward Trend », *St. Petersburg Times* (17 janvier 2003).

¹⁷Vladimir M. Shkolnikov, Alexander D. Deev, Eystein Kravdal, Tapani Valkonen, « Educational differences in male mortality in Russia and northern Europe. A comparison of an epidemiological cohort from Moscow and St. Petersburg with the male populations of Helsinki and Oslo », dans *Demographic Research*, vol. 10, article 1, p. 1 - 26 (9 janvier 2004).

¹⁸Julie Da Vanzo et Gwen Farnsworth, *Russia's Demographic "Crisis"* (Santa Monica, CA : RAND Corporation, 1996).

¹⁹Pavel Viacheslavovich Rusakov est né en grande fanfare comme Léningradois numéro 5 000 000 le 25 février 1988. « S dnem rozhdeniia, Leningradets! » *Sovetskaia Rossiia* (26 février 1988). On trouvera le chiffre officiel du recensement officiel de 2002 de la Fédération de Russie dans *Russian Federation Federal State Statistics Service, Numbers and Distribution of the Population: Results of the All Russian 2002 Census* (Moscou, Russian Federation Federal State Statistics Service, 2004), Vol. 1, p. 93.

²⁰Pour la population actuelle de Saint-Pétersbourg, voir la page web officielle de la municipalité de Saint-Pétersbourg [[http:// eng.gov.spb.ru/figures/population](http://eng.gov.spb.ru/figures/population)].

²¹Conformément à la page web officielle de la municipalité de Saint-Pétersbourg, la production industrielle a augmenté de 131,4 % en 2002 seulement, voir la page web [[http:// eng.gov.spb.ru/figures/industry](http://eng.gov.spb.ru/figures/industry)].

été une ville presque exclusivement russe du point de vue ethnique à la fin de la période soviétique est devenu le foyer de plus d'un million de non-Russes²².

Tout le monde dans la ville n'a pas nécessairement apprécié ces bouleversements. Les idées racistes ont des racines intellectuelles profondes en Russie, comme ailleurs²³.

Une augmentation de l'hostilité sur une base de critères ethniques et racistes en Russie suivant l'effondrement de l'Union soviétique semble être animée par des tendances similaires en Europe²⁴ ; et, comme trop fréquemment, la pensée a entraîné l'action. Une violence de type skinhead croissante a défié les autorités un peu partout en Russie²⁵. Saint-Petersbourg en particulier a subi le fléau d'attaques racistes et xénophobes violentes et répugnantes contre des individus qui « ne semblaient pas être russes ». La presse russe et internationale rapporte que ces incidents menacent les efforts de la ville pour attirer les migrants aussi bien nationaux que transnationaux qui sont par ailleurs essentiels pour que la ville puisse maintenir sa croissance économique²⁶.

Les responsables municipaux se sont sentis extrêmement impliqués par l'augmentation des tensions de ces tendances interculturelles et ultranationalistes au sein de leur com-

munauté. Le meurtre particulièrement horrible, le 9 février 2004, d'une jeune fille tadjik de neuf ans, Khursheda Sultanova, par un groupe local d'adolescents a incité la maire-gouverneur de la ville de Saint-Petersbourg, Valentina Matvienko, à s'exprimer pour la première fois contre la violence raciste dans sa ville²⁷. La communauté locale et les leaders politiques ont commencé à réfléchir à la meilleure manière de formuler une réponse systématique au conflit interculturel.

En juillet 2006, le gouvernement de Saint-Petersbourg a lancé un « programme de tolérance » ayant pour but de « promouvoir l'harmonie des relations interethniques et interculturelles, ainsi que la prévention des tendances ultranationalistes, et le renforcement de la tolérance pour tous à Saint-Petersbourg »²⁸. Les autorités de la ville ont formulé le programme sur la base d'une large consultation des services de répression locaux, des spécialistes académiques, des leaders de la société civile ainsi que des responsables scolaires.

Parmi les buts du programme se trouvent une coordination renforcée dans les services municipaux quant aux questions de violence, des initiatives importantes pour intégrer à la vie publique et culturelle les différentes nationalités vivant dans la ville, un plus grand effort pour préserver et développer le patri-

²²Interview de Boris Aleksandrovich Koptin, chef de l'Administration pour les contacts avec les associations nationales du Comité de Gouvernement de Saint-Petersbourg pour les relations extérieures, Saint-Petersbourg, Russie, 25 avril 2007. Pour davantage d'information sur l'évolution de la composition ethnique de la ville au travers de son histoire, voir Blair A. Ruble, *Leningrad. Shaping a Soviet City* (Berkeley, CA: University of California Press, 1990), p. 54 - 56 ; N. V. Lukhneva, *Etnicheskii sostav i sotsial'naia struktura naseleniia Peterburga: Vtoraia polovina XIX - nachalo XX veka: Statisticheskii analiz* (Leningrad: Nauka - Leningradskoe otdelenie, 1984) ; et G. V. Starovoitova, *Etnicheskaia gruppy v sovremennom Sovetskom gorode. Sotsiologicheskie ocherki* (Leningrad: Nauka - Leningradskoe otdelenie, 1987).

²³Pour une discussion des racines de la pensée raciste en Russie, voir V. A. Shnirel'man, *Ocherki sovremennogo racizma* (Petrozavodsk: K. R. O. « Molodzezhnaia pravozashchitnaia gruppy », 2007).

²⁴*ibid.*, p. 30 - 37.

²⁵Pour une discussion d'une « *Skinkul'tura* » émergente en Russie, voir V. A. Shnirel'man, « *Chistol'shchiki moskovskikh ulits* » : *skinkhedy, SMI i obshchestvennoe mnenie* (Moscou, Academia, 2007).

²⁶Voir, par exemple, « *Four Get Lengthy Terms in African's Slaying* », *The Moscow Times* (20 juin 2007).

²⁷V. A. Shnirel'man, « *Chistol'shchiki moskovskikh ulits: skinkhedy, SMI i obshchestvennoe mnenie* », p. 86 - 87.

²⁸Pravitel'stvo Sankt-Peterburga Komitet po vneshnim sviaziam, « *Programma garmonizatsii mezhetnicheskikh i meskhul'turnykh otoshenii, profilaktiki proiavlennii ksenofobii, ukrepleniia tolerantnosti v Sankt-Peterburge na 2006 - 2010 gody (programma "Tolerantnost")* » (Sankt-Peterburg: Pravitel'stvo Sankt-Peterburga, 2006).

moine culturel de tous les groupes au sein de la ville, une meilleure application des lois tendant à prévenir la violence ethnique et à punir les responsables de crimes inspirés par la haine, de même que l'amélioration de la communication entre les différentes communautés et les autorités locales grâce à la mise en place de la hotline *Saint-Pétersbourg – Ville en paix*²⁹. La ville a mis en œuvre des financements pour encourager les associations ethniques locales – et tout particulièrement celles qui représentent les 200 000 Azéris, ou les 150 000 Tatars, de même que de nombreux groupes plus petits tels que la communauté juive historique de Saint-Pétersbourg – à organiser des festivals culturels³⁰.

Plus ambitieux encore, les responsables municipaux travaillent actuellement en coopération avec le Ministère de l'Éducation de la Fédération russe pour introduire un programme de tolérance absolue dans l'ensemble du système scolaire de la ville. Cet effort a pour but d'intégrer « une compréhension positive de la diversité ethnique et religieuse, l'intérêt envers les autres cultures, le respect de leurs valeurs, de leurs traditions et des caractéristiques spécifiques de leur manière de vivre » dans tous les aspects du programme scolaire, dans toutes les disciplines, tout au long des programmes du primaire et du secondaire. Simultanément, le programme scolaire doit être reconçu afin de promouvoir le rejet du chauvinisme et de l'extrémisme. On devrait en effet enseigner aux élèves et à la jeunesse dans son ensemble les compétences nécessaires pour interagir de manière plus pacifique avec ceux qui leur sont différents³¹.

Au-delà de faire paraître « meilleures » aussi bien la diversité que la tolérance, les respon-

sables et les résidents de Saint-Pétersbourg tentent de les rendre plus « calmes ». Des organisations non-gouvernementales telles que Funky Tolerance parrainent des événements dans la ville pour encourager les jeunes à accepter la tolérance comme étant « hip » et « fun ». Leurs messageries de chat, leurs fêtes et leurs concerts sont de plus en plus populaires parmi les étudiants, les jeunes chefs d'entreprise et les autres membres d'une classe moyenne locale croissante à la recherche de loisirs et suffisamment aisée pour s'offrir une connexion à Internet, dans les sous-sols des bars locaux (*traktir*) ou les concerts³².

Les réalisations socialisantes relativement spontanées de Funky Tolerance ainsi que d'autres initiatives auto-organisées rapprochent de petits groupes d'élites montantes de différentes communautés ethniques, religieuses et sexuelles. Les responsables municipaux voudraient aussi associer une interaction transculturelle plus large avec les loisirs. En travaillant avec des associations ethniques locales, le gouvernement de Saint-Pétersbourg a soutenu un ensemble de festivals promouvant la diversité culturelle à différents moments au cours de l'année. Le plus grand effort et le plus couronné de succès a été de loin une mise en scène locale du festival d'été tatar Sabantuyi qui s'est tenue au moment le plus important des célèbres « nuits blanches » de la ville à la mi-juin.

Déjà célébré dans les villages de la moyenne-Volga avant l'arrivée de l'islam, le Sabantuyi était apparu parmi d'autres festivals locaux au cours de la fin du XIX^e siècle pour devenir un symbole de la nation tatare³³. Sécularisé par la suite au cours de la période soviétique,

²⁹*ibid*, p. 8 - 19.

³⁰Interview de Boris Aleksandrovich Koptin, 25 avril 2007.

³¹Pravitel'stvo Sankt-Peterburga Komitet po vneshnim sviaizam, « Programma garmonizatsii mezhdnatsionnykh i meshkul'turnykh otnoshenii, profilaktiki proiavlennii ksenogobii, ukrepleniia tolerantnosti v Sankt-Peterburge na 2006 - 2010 gody (programma 'Tolerantnost') », p. 12 - 13.

³²E. E. Chebotareva, « Funky Tolerance: Conceptual Analysis of Corporate Management in Multi-Cultural Surroundings », texte de la conférence, International Academic-Practical Conference on Tolerance and Intolerance in Modern Society, Université d'État de Saint-Pétersbourg, Saint-Pétersbourg, Russie, 27-29 avril 2005.

³³« Saban tuyi », dans *Tatar Encyclopedia* (Kazan': Institute of the Tatar Encyclopedia, Tatarstan Republic Academy of Sciences, 2002).

Le Sabantuyi est aujourd'hui une célébration annuelle des traditions, de la musique, de la danse, de la gastronomie et du théâtre tatars. La plupart des festivals Sabantuyi comprennent un genre particulier de lutte tatare, des courses de chevaux ainsi que des compétitions de nature plus tranquille, avec des tas de plats et de boissons, et de la musique allant des chœurs traditionnels à la musique rock plus bruyante. Les présidents de la Fédération russe Boris Yeltsin et Vladimir Putin ont embrassé la célébration comme une manière apparemment bénigne de démontrer la diversité de leur pays, bien que le Sabantuyi comporte un fort sens d'identité autonome tatare.

Le festival Sabantuyi de Saint-Pétersbourg se tient hors de la ville dans la région proche avec des aides du gouvernement de la ville, de la région, de l'État fédéral et des administrations du Tatarstan ainsi que des plus grandes entreprises locales³⁴. Plus de 60 000 personnes ont assisté au Sabantuyi de 2006, avec peut-être deux fois plus de monde se rendant en 2007 dans un champ situé le long de l'autoroute Siargi, à proximité du village de Kuzmolovo, à une heure et quelque au nord de la ville. Une fois là, les Pétersbourgeois passent la journée à profiter des montures, à explorer les expositions de la culture tatare et à écouter les concerts variés qui ont lieu sur trois grandes scènes différentes.

Pour les responsables locaux, les célébrations du Sabantuyi représentent un effort pour faire de la diversité quelque chose de « normal » et d'« agréable ». Ils voient l'évidente popularité du festival comme une occasion de répandre l'idée que vivre avec des gens différents – au moins dans l'environnement contrôlé d'un rassemblement sponsorisé par l'industrie et la municipalité – n'a rien de menaçant. Cette manière domestiquée d'interaction culturelle leur permet, semble-t-il, de renforcer les liens de la ville ; et notam-

ment, pensent les responsables, le Sabantuyi aide les gens à réaliser que « la diversité peut être agréable »³⁵.

Le début du programme de tolérance de la ville peut sembler surprenant à la lumière d'une image largement répandue du développement politique russe contemporain qui accentue le détournement des institutions de la société civile, une tendance vers une rhétorique nationaliste, et une séparation croissante entre l'État et la société. L'expérience de Saint-Pétersbourg suggère cependant que cette manière conventionnelle de comprendre la politique russe contemporaine est limitée. De manière plus significative, le programme de tolérance de Saint-Pétersbourg indique que les responsables de la ville ne doivent pas s'inhiber dans leurs efforts pour répondre aux challenges de l'hétérogénéité par les limitations d'un environnement politique national plus vaste.

L'impact du programme de tolérance de Saint-Pétersbourg demeure assez éloigné de certains. Les attaques de gangs ethniquement et racialement motivés continuent à troubler avec une certaine fréquence les rues de la ville, les transports publics ainsi que les parcs et autres espaces publics. La réponse de la police à ces incidents demeure surprenante, alors que le système judiciaire se bat pour mener les procès tambour battant. Enfin, les allocations budgétaires pour soutenir les activités du programme ont été inadéquates.

Un profond changement s'est inscrit dans la réponse de Saint-Pétersbourg à l'intolérance culturelle et raciale au cours de ces deux ou trois dernières années. Le gouvernement de la ville et ses leaders se sont clairement manifestés pour condamner l'intolérance et la violence. Les services municipaux promeuvent de manière active les occasions de souligner les contributions des différents groupes économiques au bien-être global

³⁴Par exemple, l'Interleasing Group a été un sponsor d'entreprise essentiel pour le Sabantuyi de Saint-Pétersbourg de 2007 (www.ileasing.ru).

³⁵Interview de Boris Aleksandrovich Koptin, 25 avril 2007.

de la ville. Les responsables municipaux embrassent publiquement la diversité avec davantage d'enthousiasme que jamais auparavant dans l'histoire de la Russie. Enfin, de sérieux efforts à long terme ont été entrepris pour assurer que les futurs Pétersbourgeois considèrent la diversité comme une situation normale du XXI^e siècle³⁶.

Profiter de la diversité, apprendre de Montréal

Montréal a évolué au cours du dernier tiers de siècle et elle a cessé d'être une ville divisée entre deux communautés linguistiques et culturelles fondatrices – française et anglaise – pour devenir une métropole interculturelle complexe enracinée dans un savoir généralement partagé du français³⁷. Au cours de ces toutes dernières années, l'économie de la ville s'est étendue à mesure que les affaires, la communauté et les leaders politiques ont appris à capitaliser ces changements. De fait, les migrations transnationales vers Montréal au cours des premières années du XXI^e siècle sont devenues essentielles au bien-être de la ville, étant donné les graves déclinés estimés sur la population et la force de travail totales³⁸.

Les migrations récentes au Canada ont modifié trois dimensions qui ont permis de recomposer l'expérience urbaine de Montréal³⁹. Tout d'abord, les flux de migration transnationale se sont déplacés de Montréal à Toronto et à l'ouest canadien à mesure que les incertitudes économiques générées par les débats sur la souveraineté du Québec ont dévalué la région de Montréal en tant que zone de réception de migrants étrangers⁴⁰. Ensuite, les migrants à Montréal – comme partout ailleurs au Canada – sont de plus en plus souvent arrivés du bassin caraïbe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine⁴¹. Enfin, ils proviennent de plus en plus de sociétés francophones d'Afrique, des Caraïbes et du Sud-est asiatique⁴². Une conséquence de ces tendances a émergé au cours du recensement canadien de 2001, qui a révélé que les « minorités visibles » en sont arrivées à constituer presque un cinquième (18,7 %) de la population globale de la ville⁴³.

Cette transformation est plus évidente encore dans les banlieues transnationales les plus importantes de Montréal telles que Côtés-des-Neiges et sa voisine Notre-Dame de

³⁶Le but consistant à rendre « normale » la diversité pour les élèves de la ville est considéré comme un objectif essentiel pour le programme. *Ibid.*

³⁷Pour davantage d'information sur ces tendances à Montréal, voir Blair A. Ruble, *Creating Diversity Capital. Transnational Migrants in Montreal, Washington, and Kyiv*, p. 34 - 44.

³⁸Un point fait dans un certain nombre d'études, comme il a été signalé par Radio-Canada dans l'émission « L'immigration : apport essentiel à l'économie montréalaise » (30 décembre 2003).

³⁹Peter S. Li, « Deconstructing Canada's Discourse of Immigrant Integration », *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol. 4, n° 3 (2003), pages 315-333.

⁴⁰En 2001, 43,7 % de la population de la ville de Toronto étaient d'origine étrangère, comme l'étaient aussi 37,5 % de la population de Vancouver. Ces deux chiffres sont notablement plus élevés que les 18,4 % estimés des résidents de Montréal (et seulement 2,9 % de ceux de la région de la ville de Québec) qui étaient nés hors du Canada. Les chiffres du recensement de 2001 sont disponibles *on line* sur le site web de l'organisme des statistiques du Canada aux adresses www.statscan.ca et <http://www.statscan.ca>.

⁴¹D. F. Levy et L. S. Bourne, « The Social Context and Diversity of Urban Canada », p. 23. Pour une discussion plus complète de l'expérience des migrants asiatiques au Canada, voir les essais contenus dans Eleanor Laquian, Aprodicio Laquian et Terry McGee, éditeurs, *The Silent Debate: Asian Immigration and Racism in Canada* (Vancouver, B. C. : Institute of Asian Research, the University of British Columbia, 1998).

⁴²Denis Helly, *L'immigration pour quoi faire* (Montréal : Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1992).

⁴³L'INRS-Urbanisation, Culture et Société, *Portrait des populations immigrante et non immigrante de la ville de Montréal et de ses 27 arrondissements* [www2.ville.montreal.qc.ca/diversite/portrait.htm]. Le recensement canadien a identifié des Canadiens au « patrimoine noir, sud-asiatique, chinois, sud-est-asiatique, arabe et moyen-oriental, latino-américain, coréen, japonais et philippin » comme faisant partie des « minorités visibles » du pays.

Grâce⁴⁴. Parfois connue comme le Bronx de Montréal, Côtes-des-Neiges, en particulier, a accueilli et héberge actuellement des Africains, des Arabes, des Cambodgiens, des Juifs, des Philippins, des Laotiens, des Vietnamiens, des Chinois, des Latino-Américains de divers pays, des Portugais, des Haïtiens ainsi que des membres de divers autres groupes vivant dans un voisinage proche les uns des autres⁴⁵. Dans les années 1990, Côtes-des-Neiges et Notre-Dame de Grâce accueillait plus de 154 000 résidents qui entretenaient des petits quartiers d'affaires florissants dominés par des chefs d'entreprise d'origine étrangère⁴⁶. Les petites affaires locales produisaient suffisamment de revenus pour la publicité au cours des premières années 1990 pour supporter deux douzaines de journaux ethniques et de voisinage publiés dans diverses langues africaines, en arabe, en cambodgien, en hébreu, dans les différentes langues philippines, en laotien, en vietnamien, en chinois, dans les différentes langues sud-américaines, en créole français, en français québécois et en anglais⁴⁷.

La ville de Montréal est entrée dans le XXI^e siècle avec un surprenant mélange de communautés ethniques, religieuses, raciales et linguistiques – avec souvent des frontières peu définies entre elles. Étant donné les hostilités historiques entre anglophones et francophones – de même qu'entre communautés catholiques romaines et protestantes – « c'est, dans les termes de la journaliste Laura-

Julie Perreault du journal *La Presse*, une sorte de miracle que Montréal ne soit pas devenue une deuxième Irlande du Nord »⁴⁸. Au lieu de cela, comme Perreault le note, la ville au régime multiconfessionnel vieille de 350 ans est devenue un outil de marketing pour l'industrie du tourisme bourgeonnante de la ville. Toutefois, le résultat n'est pas toujours merveilleux, comme on peut le voir dans les romans populaires de Stephen Henighan dépeignant la Montréal de la fin du XX^e siècle. Pour citer l'auteur d'une étude sur le roman de Henighan, *The Streets of Winter*, publié en 2004, les Montréalais « sont incapables de, ou ne veulent pas, renoncer au préjugé, à la nostalgie et aux attentes à la fois culturels et individuels qui les aliènent dans leur quête de la "vraie Montréal" ». Durement divisée par la langue en son temps, Montréal s'est convertie en « un quadrillage de multiples solitudes »⁴⁹.

Ce « quadrillage » a récupéré un peu de son dynamisme économique historique en partie à cause du fait que de nouveaux Montréalais sont arrivés jour après jour. Les migrants de l'ensemble du Québec, de tout le Canada et de bien au-delà représentent de nouveaux apports critiques à une force de travail qui, sans eux, serait dans un déclin hâtif. La future croissance de l'économie régionale de Montréal dépend de l'augmentation du profil de qualification ainsi que de l'injection de travailleurs plus jeunes dans une population vieillissante qui est restée à la traîne derrière

⁴⁴Le quartier de Côte-des-Neiges a été le sujet d'une vaste recherche en science sociale en partie à cause de son caractère divers et complexe et, pour une autre partie, à cause de la présence dans le quartier de l'Université de Montréal et de ses facultés et étudiants. On pourra trouver une excellente compilation d'articles examinant divers aspects de la vie du quartier au cours des années 1990 dans Deidre Meintel, Victor Piché, Danielle Juteau et Sylvie Fortin, éditeurs, *Le Quartier Côtes-des-Neiges à Montréal. Les interfaces de la pluriethnicité* (Montréal / Paris, L'Harmattan, 1997).

⁴⁵Myriame El Yamani avec l'assistance de Jocelyne Dupuis, « La construction médiatique du 'Bronx' de Montréal » dans *ibid.*, p. 29-52.

⁴⁶Daniel Juteau et Sylvie Paré, « L'esprit d'entreprise à Côtes-des-Neiges : le périmètre Victoria / Van Horne » dans *ibid.*, p. 129-160.

⁴⁷Myriame El Yamani avec l'assistance de Jocelyne Dupuis, « La construction médiatique du 'Bronx' de Montréal », p. 35. Pour une discussion plus complète de la presse « ethnique » de Montréal, voir Sylvie St-Jacques, « Des nouvelles de leurs mondes », *La Presse* (21 avril 2004).

⁴⁸Laura-Julie Perreault, « Embouteillage sur le prie-Dieu montréalais », dans *La Presse* (12 juin 2004).

⁴⁹Karen Solie, « The Many Solitudes of Montreal », *Globe and Mail* (12 juin 2004).

les autres régions métropolitaines canadiennes ou étasuniennes en termes d'éducation⁵⁰. Les migrants ont ainsi développé la vitalité économique dans la ville et la région, et ils doivent continuer à ajouter de la valeur à l'économie locale si la ville veut prospérer. L'expérience de Montréal montre la nécessité d'intégrer les migrants dans les stratégies de développement économique urbain. La diversité doit être reconnue comme une opportunité pour le succès économique de la ville et de la région.

Multiplier les investissements dans la diversité

Les expériences de Quito, de Saint-Pétersbourg et de Montréal suggèrent que les leaders des communautés et les responsables politiques, dans de nombreuses villes du monde, se battent pour organiser l'hétérogénéité du XXI^e siècle de manière à développer le bien-être de tous. Ces expériences ne sont que de petits exemples d'une tendance de la gouvernance urbaine se développant à l'échelle du monde. La vitesse augmente pour développer le répertoire de réponses à la diversité sociale et culturelle. Les villes cherchent à créer de meilleurs environnements pour l'adaptation des communautés et des migrants – les unes aux autres, en augmentant par conséquent le capital de diversité. Des politiciens bien avisés dans différentes villes rendent explicites des décisions visant à opposer une tendance mondiale à la fragmentation sociale et à l'isolement.

Ces brèves études de cas révèlent la difficulté d'une tâche de réorganisation des communautés urbaines afin de faire vivre l'hétérogénéité. L'espace public a été reconfiguré à Quito pour être plus inclusif ; des programmes scolaires ont été réécrits à Saint-Pétersbourg pour promouvoir la tolérance ; et, à Montréal, l'esprit d'entreprise parmi les migrants transnationaux a créé davantage d'emplois. Peu de visiteurs et de résidents prendraient cependant ces villes pour un idéal urbain.

Les politiques sont insuffisantes parce que l'amélioration dans n'importe quel domaine urbain concret produit la demande dans les autres domaines. Un espace public plus inclusif doit être peuplé par des résidents mieux éduqués si l'on veut produire de nouveaux emplois ; les citoyens éduqués dans la tolérance doivent avoir l'espace physique et l'opportunité économique pour engager d'autres groupes à faire changer la ville ; et de nouvelles activités économiques doivent être accessibles aux divers résidents qui ont une formation suffisante pour soutenir une croissance supplémentaire. La tâche d'organiser l'hétérogénéité d'une ville dans une période de bouleversement démographique rapide requiert des stratégies à long terme, à plusieurs facettes, complexes qui n'émergent que lorsque la ville elle-même devient un point d'intérêt et d'attention partagé. La ville doit devenir un agent d'organisation et d'éducation, et pas seulement un objet sur lequel seuls les autres peuvent avoir une action.

⁵⁰ « OECD Territorial Review of Montreal », *OECD Observer Policy Brief* (Paris, OCDE, 2004), p. 2 - 3 [www.oecd.org/publications/Pol_brief].